

H-France Review Vol. 14 (February 2014), No. 22

Gérard Bossuat, *La France et la construction de l'unité européenne. De 1919 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 2012. 279 pp. Cartes, notes, bibliographie et index. 26€ (pb). ISBN 978-2-200-25634-0.

Compte-rendu par Philippe Mioche, Université d'Aix Marseille.

Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Cergy-Pontoise, chaire Jean Monnet *ad personam* (une distinction communautaire), Gérard Bossuat a publié, seul ou en collaboration, plus d'une vingtaine d'ouvrages consacrés à la construction ou à l'unité européenne dont notamment sa thèse en 1997.[1]

Le présent ouvrage est présenté dans la grande collection U de l'éditeur Armand Colin. Sa publication en 2012 intervient après le décès de Pierre Gerbet (1918-2009) dont l'ouvrage « *La construction de l'Europe* » a connu quatre éditions entre 1983 et 2007, à l'Imprimerie Nationale d'abord, puis chez Armand Colin. La démarche de G. Bossuat contribue à faire évoluer la synthèse éditoriale de l'histoire institutionnelle de l'Europe vers une approche qui s'inscrit dans la tradition de l'histoire des relations internationales de Jean Baptiste Duroselle[2] et de ses successeurs, René Girault et Robert Franck.[3]

Les deux ouvrages se succèdent chez l'éditeur, mais ils sont différents. Avec P. Gerbet, la construction européenne est un résultat abouti et innovant : « *L'Union européenne propose un nouveau modèle de relations internationales, remplaçant la Realpolitik par la négociation, l'association, l'aide, les actions préventives pour éviter les conflits.* »[4] Avec G. Bossuat, la conclusion débouche sur des questions et comporte une interrogation sur le déclin[5] : « *Le déclin européen et français a-t-il été interrompu par la construction européenne ? La réponse est affirmative si l'on considère ce que l'idée de l'unité et les organisations d'unité ont apporté à la France.* »[6]

G. Bossuat écrit sur l'unité européenne plutôt que sur sa « construction » ou son « intégration » car ces deux mots sont eux-mêmes porteurs d'Histoire. Lors des négociations du traité de Rome, en 1956-1957, le mot de construction a été préféré à celui d'intégration, considéré alors comme trop fédéraliste. G. Bossuat souhaite ainsi affirmer sa volonté de proposer un travail scientifique.[7]

Ces inflexions traduisent aussi le mouvement de l'historiographie marquée par l'œuvre majeure d'Alan Milward (1935-2010).[8] L'historien britannique a posé le débat : non seulement la construction européenne n'est pas venue effacer les Etats-nations, mais elle contribue à les secourir. De fait, plus de 60 ans après la Déclaration Schuman, les Etats-nations n'ont pas disparu en Europe.

Cette histoire de 1919 à nos jours est vue depuis la France et ses institutions. En conséquence, le lecteur doit savoir que les motivations, politiques ou autres, des partenaires européens ne sont pas abordées ou de façon sommaire. L'auteur maîtrise amplement le sujet comme l'atteste la liste de ses publications, la qualité des notes de bas de page et la bibliographie. Certains passages reposent directement sur des archives inédites ou peu connues (la page 126 par exemple, comporte autant de texte que de notes). Ce point est important car les plongées en archives permettent de saisir les positions « des services », notamment le SGCI : Secrétariat Général de la Coopération Interministérielle (devenu Secrétariat Général des Affaires Européennes), des acteurs intermédiaires, ceux de la haute fonction publique, des cabinets, de l'armée, et pas seulement la vision des acteurs de premier plan, largement connue, sinon produite par les intéressés eux-mêmes. L'ouvrage comporte en outre cinq cartes et une chronologie dite « sommaire » de 16 pages.

Le plan du livre en huit chapitres d'une vingtaine de pages est strictement chronologique, un découpage qui transmet de façon commode la structure d'un cours. Le parti pris est celui de la longue durée (90 ans), le premier chapitre s'ouvrant sur un bilan de la Première Guerre mondiale et le dernier propose celui du septennat du Président Nicolas Sarkozy (2007-2012). Si le choix de 1919 est répandu, sans remonter aux utopies du XIX^{ème} siècle ni attendre la déclaration Schuman du 9 mai 1950, pour exposer l'histoire de l'unité européenne, la prolongation jusqu'en 2012 est une nouveauté pour un travail d'historien. Cette partie « d'histoire immédiate », repose sur des sources disponibles en ligne ou dans la presse.

L'approche historique est renforcée par le parti-pris de l'auteur à ne pas engager de discussions théoriques ou conceptuelles qu'il maîtrise grandement par ailleurs. Ce choix peut se comprendre, mais l'absence de définition que l'on pourrait attendre complique parfois la lecture. Ainsi, à propos du débat sur la « fédération d'Etats-nations » (pp. 194-195), on ne comprend pas beaucoup quel serait le sens, ni d'ailleurs la paternité de la formule.

Certains passages comportent des facilités d'écriture (« *F. Mitterrand est un homme politique complexe* » p. 174 ; le mot complexe revient plusieurs fois) ; « *La scène internationale est bouleversée par des guerres inattendues* » (Bosnie, Golfe, sic), p. 173 ; ou des répétitions (p. 215). D'une façon générale, la densité de l'écriture a privilégié la sélection d'un très grand nombre d'informations au prix parfois d'une brièveté qui laisse le lecteur sur sa faim. Une approche plus sélective des éléments de démonstration, outre qu'elle facilite la lecture, protège des nécessaires approximations quand on rentre dans les détails.[9]

Pour autant, G. Bossuat a veillé tout au long à la cohérence de son propos en écartant certains aspects. Le lecteur ne doit pas rechercher les conjonctures économiques et sociales de l'arrière-plan. Il ne doit pas attendre une explication des politiques européennes, qu'il s'agisse des politiques régionales, environnementales, humanitaires ou encore l'action pour les Droits de l'homme. Les mouvements d'opinion, les attentes de la société sont présentées à travers le prisme du système politique français et principalement organisées autour de l'action des Présidents de la Cinquième République.

C'est bien la « ligne rouge » (quatrième de couverture) de l'ouvrage. Pourquoi, les décideurs français ont-ils engagé le pays dans l'unité européenne ? La réponse est simple, ils l'ont fait pour l'intérêt national. La construction européenne sert la France. Comment l'ont-ils fait ? De façon variable, au gré des conjonctures et des rapports de force, mais aussi, nous dit Gérard Bossuat, avec une sincérité forte, en fonction de la vision et de la cohérence de cette vision au cours de leurs mandats successifs. Le rôle des hommes (il n'y a pas eu femmes à la présidence de la République) est central et dans la distribution proposée sur la scène de cette grande histoire, certaines lignes bougent.

Aristide Briand, parfois soupçonné d'une pensée peu précise lors de ses déclarations à vocation fédéraliste du début des années trente, se retrouve doté d'une pensée plus cohérente. L'ouvrage montre aussi de façon précise le détournement de l'europhisme par les Nazis.

Plus tard, Guy Mollet, tant de fois décrié par ailleurs, est nettement réévalué : « *Avec les deux traités [Rome et Euratom], Guy Mollet donne à la France une place nouvelle dans les affaires mondiales* » (p. 130).

De façon devenue classique chez les historiens de l'unité européenne, l'action du Général de Gaulle est présentée de façon nuancée. Celui pour qui « *l'Europe européenne n'est pas un cache-misère utilisé pour déguiser l'hégémonie française* » (p. 146) n'est plus depuis longtemps dénoncé comme un fossoyeur de l'Europe. Curieusement, « l'inspirateur », ainsi que le Général désignait Jean Monnet, est relativement peu présent dans l'ouvrage. Il est là, en passant, au détour d'une phrase. G. Bossuat, qui est l'un des meilleurs connaisseurs du « père de l'Europe », retient sa plume et marque ses distances à l'égard des mythologies européennes.

G. Bossuat dresse un bilan tout en nuances de la brève expérience de Georges Pompidou, laquelle a fait l'objet d'une étude récente[10], alors que son successeur, le Président V. Giscard d'Estaing qui

se proclame « européen » est nettement égratigné : « *Valéry Giscard d'Estaing est un pseudo-fédéraliste qui ne cesse de répéter que « l'Europe est à inventer »* » (p. 171).

Pour la France en Europe, François Mitterrand, dont le tournant pro-européen de 1983 est analysé (« *la movida européenne de François Mitterrand* », p. 175), est devenu un acteur clé au moment de la faillite du système soviétique. La proposition de F. Mitterrand pour une Confédération européenne est nettement saluée : « *Hors Mitterrand, quel responsable politique parle pour l'Europe ?* » (p. 183).

Inversement, de grands acteurs européens restent un peu dans l'ombre. On ne lira rien des différents présidents de la Commission ou des présidents du Parlement européen. Jacques Delors ne fait pas l'objet de remarques biographiques, il est cité 17 fois quand V. Giscard d'Estaing l'est 25 fois. G. Bossuat centre son propos sur les Présidents de la République.

Les deux derniers chapitres dont les titres interpellent « Les grandes espérances au tournant du siècle » (1983–2007) semblent en pratique reposer sur la monnaie unique et sur la cascade des traités (Maastricht, Amsterdam, Nice) et « L'empreinte de Nicolas Sarkozy sur la construction européenne (2007-2012) », suggère un bilan.

Tant F. Mitterrand que J. Chirac ont rejeté l'approche fédérale (p. 203) au profit de la méthode intergouvernementale. L'Etat européen « *supranational est stoppé* » (p. 207). Comme il est écrit un peu plus loin dans cette belle litote : « *Les partisans des Etats-Unis d'Europe ne l'ont pas encore emporté sur les souverainistes* » (p. 228). Les 20 pages consacrées à la présidence de Nicolas Sarkozy dressent un bilan mesuré qui se traduirait, selon l'auteur, par une réduction de l'influence de la France en Europe.

Si G. Bossuat admet que l'unité européenne « *n'est pas l'objet premier des préoccupations de la société avant les années 1990* » (p. 231) ; il ne verse pas dans le pessimisme. Il développe le paradoxe cher à Jean Monnet de la crise européenne comme facteur d'avancé de l'unité. Ainsi, à propos du débat sur les origines chrétiennes de l'Europe en 2003-2004, il explique : « *Mais paradoxalement ces affrontements vigoureux montre que l'Union européenne cesse d'être seulement un grand marché. Le « vivre ensemble » complète le « produire ensemble »* » (p. 201). Pour autant, l'échec des referenda de 2005 marque la fin du « *consensus permissif* » avec lequel les grands fondements de l'unité européenne ont été mis en place.

Au moment du bilan, G. Bossuat pointe deux difficultés stratégiques. « *L'élargissement rapide de l'Union a porté un coup à l'approfondissement* » (p. 232). Cette analyse est assez largement partagée et ce même si les Pays d'Europe Centrale et Orientale ont dû attendre, impatients, plus de dix années pour voir leur demande aboutir et si les dirigeants de l'Europe des 15 étaient sous la pression de forces centrifuges comme l'Alliance Atlantique. G. Bossuat évoque aussi « *la faiblesse de la « gouvernance européenne » [qui] explique la difficulté de répondre aux crises des années 2007 à 2012* ». Il est vrai que cette question est devant les Européens et leurs rendez-vous de 2014.

Comme synthèse, le livre n'a pas vocation à provoquer une révision historiographique mais il renouvelle par petites touches précises les interprétations et les acteurs au gré des résultats des recherches récentes. C'est le fruit d'un travail immense qui vient à point nommé fournir un outil aux enseignants de l'Europe et au-delà un éclairage pour les citoyens.

NOTES

[1] Gérard Bossuat, *La France : l'aide américaine et la construction européenne, 1944-1954* (Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1997).

[2] Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence, 1931-1939* (Paris : Imprimerie nationale, 1979) ; *L'abîme, 1939-1944* (Paris : Imprimerie Nationale, 1982).

[3] René Girault (dir.), *Identité et conscience européenne au XXe siècle* (Paris : Hachette, 1994) ; Robert Frank, *Pour l'histoire des relations internationales* (Paris : Presses universitaires de France, 2012).

[4] Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe* (Paris, Armand Colin, 4ème édition, 2007), p. 526.

[5] Le mot a sa place en français dans la réflexion sur l'Europe depuis l'ouvrage d'Albert Demangeon, « Le déclin de l'Europe », paru en 1920.

[6] Gérard Bossuat, *La France et la construction de l'unité européenne*, p. 239.

[7] G. Bossuat définit par ailleurs sa conception de « l'unité européenne » : « Par « unité européenne », nous entendons l'ensemble des efforts déployés pour surmonter les antagonismes séculaires dus au morcellement territorial, religieux, idéologique de l'Europe pour développer les solidarités, les inscrire dans des institutions permettant aux nations de coopérer pacifiquement, de s'intégrer progressivement dans un vaste ensemble capable d'assurer la paix et la prospérité et de concrétiser l'identité de l'Europe par rapport au reste du monde ». Cf: http://irice.univ-paris1.fr/IMG/pdf_Hommage_a_Pierre_Gerbet.pdf

[8] Cf. notamment : Alan S. Milward, *The European Rescue of the Nation-State* (Londres, Routledge, 1992), p. 477.

[9] Un exemple p. 168 : « La Communauté connaît une grave crise structurelle (sidérurgie et chimie). Après avoir déclaré l'état de crise manifeste... ». La « crise manifeste », article 58 du traité de Paris, concerne seulement la sidérurgie.

[10] Eric Bussière et Emile Willaert, *Un projet pour l'Europe, Georges Pompidou et la construction européenne* (Bruxelles : Peter Lang, 2010).

Philippe Mioche
Université d'Aix Marseille
miochephilippe@yahoo.com

Copyright © 2014 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172